



APPEL DE MARSEILLE

Nous, Coordination nationale Pas sans Nous, réunis en assemblée générale à Marseille le 13 mai 2018, avec près de 200 représentant.e.s issu.e.s des quartiers populaires, souhaitons affirmer la nécessité de reconnaître la place des habitant.e.s dans la mise en œuvre des décisions qui nous concernent.

Dans son rapport, Jean-Louis Borloo, crucial initiateur de la rénovation urbaine, écrit : « L'archipel des 1500 quartiers de la politique de la ville (QPV), c'est l'équivalent de la population cumulée des 10 premières villes de France [... qui est] éloignée du moteur de la réussite, n'[a] pas les mêmes conditions de départ, les mêmes services de base et donc la même chance de pouvoir, par ses efforts et son mérite, construire un véritable avenir. » Le constat est juste mais « l'heure n'est plus aux rapports d'experts, l'heure est à l'action ! »

Mais avec qui ?

Pas un mot, pas un signe, aucune place pour les habitant.e.s des quartiers populaires alors que nous en sommes les ressources mais beaucoup de bruit de quelques-uns et d'agitation d'acteurs associatifs qui utilisent trop souvent nos quartiers pour s'offrir une visibilité et capter les moyens financiers.

Nous, qui depuis des années sommes traités comme une exception, nous qui vivons au quotidien les injustices et les inégalités, allons à nouveau faire l'objet d'une politique publique sans en être les acteurs et actrices. Pourtant, nous avons compris qu'il y avait nécessité de remettre en cause les conservatismes et les situations de rente.

Nous ne supportons plus que la politique des quartiers soit décidée d'en haut, elle doit se co-construire avec nous qui vivons et œuvrons au quotidien sur ces territoires. Nous ne sommes pas un problème mais une partie de la solution.

Nous n'accepterons plus que nos quartiers deviennent des parts de marché. Nous demandons que nos vies ne soient pas traitées comme un simple fonds de commerce, nos quartiers ne seront pas vos nouveaux territoires « franchisés ».

D'abord dans le cadre de la rénovation urbaine où des milliards d'euros profitent à de grands groupes qui ne font que trop peu appel aux compétences issues de nos territoires alors qu'ils prônent la diversité ou la couleur de peau comme un outil marketing.

Ensuite, dans le cadre de la cohésion sociale où nos situations d'urgence, à l'école ou pour nos emplois, deviennent des enjeux financiers pour certain.e.s, et, où tant de professionnel.le.s développent leur activité en exploitant une matière première, notre parole. Au-delà de notre voix et de nos mots, il y a notre expertise à reconnaître.

Ensemble !

Nous sommes lucides et nous assumerons nos responsabilités : les réponses durables passent par la coopération, la co-construction et la codécision. L'intelligence collective, la connaissance des enjeux et l'expertise disponibles sur nos territoires demandent une méthode exigeante au service de l'intérêt général sans mépris et condescendance des institutions.

Nous sommes lucides mais nous ne sommes pas fatalistes. Les initiatives réussies ne manquent pas mais il a fallu aller chercher des financements euro après euro, bricoler pour que nos actions fonctionnent dans la culture, l'éducation, ou l'économie solidaire et « en même temps » rendre compte aux financeurs dont les critères d'évaluation changent en permanence. Avec peu, nous avons su inventer des solutions qui partent de nos besoins mais il est temps que nos expérimentations se consolident comme les tables de quartier, premier espace d'expression et de mobilisation pour les habitants sans injonction à la participation.

Il est temps de libérer ces initiatives. Nous portons depuis bien longtemps des propositions telles que la création d'un fonds d'initiative citoyenne qui permettra à des collectifs d'habitant.e.s de faire vivre notre démocratie avec dignité.

Nous, qui n'avons pas démissionné de nos territoires, nous affirmons : tant que vous ferez à notre place, ce ne sera pas pour nous, ce sera contre nous !